



Centre d'économie du développement

IFReDE - GRES - Université Bordeaux IV

L'impact du consensus de Washington sur les pays en développement : une évaluation empirique

par

Eric Berr et François Combarnous

Maîtres de Conférences – CED / IFReDE-GRES – Université Montesquieu Bordeaux IV

Résumé :

Le retournement idéologique opéré au début des années 1980 marque l'avènement de stratégies de développement libérales qui fondent le consensus de Washington. Nous souhaitons mesurer l'impact de ce dernier sur les pays en développement. Pour ce faire, nous créons dans un premier temps un indicateur numérique de suivi du consensus de Washington. Cet indicateur multidimensionnel est obtenu par une analyse en composantes principales de ses dix dimensions. Il permet de chiffrer, de 1980 à 2000, le degré d'engagement de 98 pays en développement dans le train de mesures prôné par les institutions financières internationales. D'autre part, il montre que le consensus de Washington n'est pas applicable dans l'intégralité de ses dix dimensions. Sur la base de cet indicateur, il est alors possible dans un second temps de confronter le degré de mise en œuvre du consensus au degré de réalisation de certains objectifs tels que la croissance, le développement, la réduction de la dette, la baisse des inégalités ou encore l'ouverture au commerce mondial. Ce faisant, nous montrons que les pays appliquant fidèlement les recommandations du consensus de Washington n'ont globalement pas obtenu de meilleurs résultats économiques que les autres, tandis qu'ils supportaient les conséquences sociales de l'ajustement. Face à ce constat d'échec, la voie du post-consensus est alors explorée.

Abstract : The Impact of the Washington consensus on developing countries: an empirical evaluation

The ideological reversal operated at the beginning of the 80's marks the advent of liberal development strategies which found the Washington consensus. We are interested in measuring the impact of this last on developing countries. With this intention, we initially create a numerical indicator of Washington consensus adoption. This multidimensional indicator is obtained by means of a principal components analysis of its ten dimensions. It makes it possible to quantify, from 1980 to 2000, the degree of commitment of 98 developing countries in the batch of measures advocated by the international financial institutions. Moreover, it shows that the Washington consensus is not applicable in the whole of its ten dimensions. On the basis of this indicator, it is then possible to confront the degree of implementation of the consensus with the degree of achievement of objectives such as growth, development, debt reduction, inequalities drop or world trade opening. By doing this, we show that assiduous countries did not obtain better economic results than the others, while they supported the social consequences of adjustment. Facing this acknowledgement of failure, the way of post-consensus is then explored.

JEL classification : O11 ; O19

Sommaire

1. Introduction	1
2. Le consensus de Washington en théorie et en pratique	2
1. <i>Les dix commandements du consensus de Washington</i>	2
2. <i>L'indicateur de suivi du consensus de Washington</i>	4
3. Vingt ans d'application du consensus de Washington à l'épreuve des faits	9
1. <i>Le consensus de Washington n'a pas atteint ses objectifs</i>	10
2. <i>Le nécessaire dépassement du consensus de Washington</i>	13
4. Conclusion	17
Références bibliographiques	17
Annexes	20

1. Introduction

La fin de la seconde guerre mondiale marque l'avènement d'un nouvel ordre économique mondial avec la création des institutions de Bretton Woods – le Fonds monétaire international et la Banque mondiale – et d'une nouvelle donne géopolitique avec la guerre froide. De nombreux pays en développement accèdent à l'indépendance dans les années 1950 et 1960. Certains tentent de construire leur propre modèle de développement en s'affranchissant de la tutelle exercée à la fois par les ex puissances coloniales et par les deux blocs issus de la guerre froide. Ils se réunissent pour la première fois en 1955 à Bandung (Indonésie) lors d'une conférence qui marque l'émergence du Tiers monde¹ sur la scène internationale et annonce le mouvement des « non-alignés ».

Afin de moderniser leurs systèmes politique et économique, les pays en développement (PED) vont accorder une place importante à l'Etat nation, qui est la forme d'organisation qui domine alors aussi bien dans les économies capitalistes que dans les économies socialistes. Ils s'appuient en cela sur les recommandations du courant structuraliste² qui, influencé par le keynésianisme, défend l'idée d'une intervention de l'Etat dans la régulation économique afin de corriger les imperfections du marché³. Pour les structuralistes, le sous-développement a des fondements historiques liés aux structures productives des pays du Sud où dominent des secteurs traditionnels à faible productivité spécialisés dans des produits primaires exportés vers les pays développés et pour lesquels ils n'ont pas d'action directe sur les prix. Dans le même temps, ces pays importent des biens manufacturés indispensables à leur développement et dont les prix sont fixés par les pays développés. Afin de corriger un déficit extérieur chronique, les structuralistes vont recommander aux PED, outre l'accent mis sur le rôle de l'Etat, d'orienter leur stratégie de développement vers le marché intérieur en remplaçant leurs importations de produits de consommation par des productions locales. Ainsi, les politiques de substitution aux importations combinées à un renforcement du rôle de l'Etat devaient contribuer à réduire les inégalités entre pays développés et en développement. Force est de reconnaître que cette stratégie a failli. Tout d'abord, à l'espoir démocratique suscité par les mouvements de libération va rapidement succéder une phase de confiscation de l'espace politique par l'Etat et les partis uniques au pouvoir qui vont progressivement confondre leur intérêt propre avec celui des populations, au détriment de la satisfaction des besoins fondamentaux de celles-ci. Ensuite, les institutions financières internationales (IFI) voient ces mouvements d'émancipation d'un mauvais œil et tentent de fidéliser les pays du Sud afin qu'ils ne rejoignent pas le camp socialiste. A cet effet, elles n'hésitent pas à prêter, tant aux pays alliés afin de les soutenir qu'à ceux explorant des stratégies plus indépendantes afin de garder un certain contrôle sur leurs économies⁴, d'où un accroissement inquiétant de la dette des PED⁵. Dans les années 1960 et 1970, le mouvement tiers-mondiste va profiter du relatif échec de ces expériences pour avancer l'idée que le sous-développement est la conséquence de la domination des pays capitalistes développés sur les pays du Tiers monde, ce qui rend tout rattrapage impossible. C'est à cette période que s'affirment les théories de la dépendance, basées sur une analyse centre-périphérie, et les théories néo-marxistes de l'échange inégal⁶. Mais le

¹ L'expression « Tiers monde » apparaît pour la première fois sous la plume d'Alfred Sauvy en 1952 dans l'hebdomadaire français *l'Observateur*. Pour lui, « ce Tiers monde ignoré, exploité, méprisé comme le Tiers Etat, veut lui aussi, être quelque chose ».

² Ce courant de pensée est né dans les années 1940 et 1950 en Amérique latine avec les travaux de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), en particulier ceux de R. Prebisch et H. Singer. Il sera popularisé en Europe par F. Perroux et G. Myrdal et aux Etats-Unis par A. Hirschman.

³ Voir Ben Hammouda [1999], p.239-242.

⁴ Voir Millet et Toussaint [2002], p.50-51. Stiglitz souligne que « la responsabilité morale des créanciers est particulièrement nette dans le cas des prêts de la guerre froide. Quand le FMI prêtait de l'argent à Mobutu, le célèbre président du Zaïre (aujourd'hui République démocratique du Congo), ils savaient (ou auraient dû savoir) que ces sommes, pour l'essentiel, ne serviraient pas à aider les pauvres de ce pays mais à enrichir Mobutu. On payait ce dirigeant corrompu pour qu'il maintienne son pays fermement aligné sur l'Occident ». Voir Stiglitz [2002], p.312. Ce cas est malheureusement loin d'être unique.

⁵ Voir Berr [2003].

⁶ Voir les travaux de C. Furtado, S. Amin ou A. Emmanuel.

ralentissement économique des années 1970, qui marque l'échec des politiques keynésiennes de relance, condamne l'ensemble des approches hétérodoxes du développement.

Dès lors, il n'est pas étonnant d'assister à un retournement idéologique à la fin de la décennie 1970, marquée par la mise en œuvre de politiques anti-inflationnistes se traduisant par une hausse sensible des taux d'intérêt. Ce virage libéral va être un facteur déclencheur de la crise de la dette et va permettre aux IFI, reléguées au second plan après l'éclatement du système de Bretton Woods, de revenir sur le devant de la scène au début des années 1980 avec la mise en place des plans d'ajustement structurel. Ces plans, qui préfigurent le consensus de Washington, ont pour objectif d'intégrer l'ensemble des pays du Tiers-monde au marché capitaliste mondial en construction. Nous nous proposons ici de faire le bilan de vingt années d'application du consensus de Washington. Notre objectif est double. Nous souhaitons tout d'abord voir dans quelle mesure les PED ont appliqué les recommandations du consensus de Washington, ce qui sera rendu possible par la construction d'un indicateur de suivi du consensus. Nous mettrons ensuite en évidence les effets de l'application de ce consensus sur les économies des pays en développement.

2. *Le consensus de Washington en théorie et en pratique*

Les politiques qui vont être menées par les IFI à partir des années 1980 traduisent un changement radical dans la façon de penser les problèmes des PED. En tournant le dos aux théories du développement, on néglige les spécificités des économies du Tiers monde. Dès lors, l'heure est à la remise en cause de l'intervention de l'Etat en proclamant la suprématie du marché dans l'allocation des ressources. Le retour de la théorie des avantages comparatifs condamne les stratégies de substitution aux importations qui laissent place à des politiques de promotion des exportations traduisant une insertion internationale basée sur les dotations en facteurs. La crise de la dette ôte de surcroît toute velléité de contestation aux PED puisque les débiteurs, s'ils veulent obtenir une restructuration de leur dette, doivent préalablement avoir conclu avec le FMI un accord concernant un programme d'ajustement structurel, ce qui se traduit dans les faits par une mise sous tutelle de leurs économies. Après avoir détaillé les objectifs du consensus de Washington, nous serons en mesure de construire un indicateur de suivi de ce consensus.

1. **Les dix commandements du consensus de Washington**

Les préceptes libéraux qui sont à la base des plans d'ajustement structurel des années 1980 et des programmes de lutte contre la pauvreté des années 1990, menés conjointement par le FMI et la Banque mondiale, ont été résumés par John Williamson en dix points qui fondent le consensus de Washington. Dans cette expression, Williamson définit « Washington » comme « *le Washington politique du Congrès, les hauts fonctionnaires de l'administration et le Washington technocratique des institutions financières internationales, des agences économiques du gouvernement, de la Federal Reserve Board, et les groupes de réflexion* »⁷. Ces objectifs, qui se traduisent par une promotion des politiques macroéconomiques restrictives, une ouverture croissante des économies et la libre concurrence, peuvent être rangées en deux catégories : la première concerne les mesures de stabilisation tandis que la seconde traite des mesures structurelles⁸. Pour chacune d'entre elles, nous préciserons quel est l'objectif recherché et quelles seront les variables qui représenteront cet objectif dans notre indicateur.

Les mesures de stabilisation

Austérité budgétaire (AB) : l'équilibre budgétaire doit être atteint à moyen terme. Des déficits budgétaires trop importants sont source d'inflation, de crises de la balance des paiements et de volatilité des capitaux. Officieusement, le retour à l'équilibre budgétaire vise à limiter l'endettement de l'Etat afin que le remboursement de la dette publique interne ne se substitue pas à celui de la dette

⁷ Voir Williamson [1990].

⁸ Voir Millet et Toussaint [2002], Zacharie et Malvoisin [2003].

publique externe. Williamson concède pourtant qu'un déficit budgétaire est acceptable à court terme s'il ne se traduit pas par un accroissement du poids de la dette (mesuré par le ratio dette/PNB). Mais en pratique, si les Etats-Unis, par exemple, s'autorisent des déficits importants, les IFI ne le tolèrent pas des PED⁹. Nous retiendrons comme variable d'observation de l'application de cette mesure le montant du solde budgétaire, évalué en pourcentage du PIB¹⁰.

Action sur les dépenses publiques par une réduction des subventions (SU) : dans une optique néo-classique, la recherche de l'équilibre budgétaire et le désengagement de l'Etat commandent de réduire les dépenses publiques plutôt que d'accroître la pression fiscale. Il convient alors, selon Williamson, de réduire les subventions afin de réorienter les dépenses publiques vers l'éducation, la santé et les investissements d'infrastructure. Pour prendre en compte simultanément ces deux dimensions de l'action sur les dépenses publiques, nous aurons recours à une variable composite synthétisant la part de la consommation publique dans la consommation totale et la part des transferts et subventions dans le PIB.

Action sur les taux d'intérêt par l'intermédiaire d'une politique monétaire orthodoxe (PM) : les taux d'intérêt doivent être déterminés par le marché¹¹ et les taux réels doivent être positifs et modérés afin de pouvoir attirer les capitaux internationaux, nécessaires au financement du développement, sans compromettre l'investissement et le remboursement de la dette publique. Sur ce point, nous aurons recours à une variable composite de l'orthodoxie monétaire, prenant en compte le mode de détermination des taux d'intérêt, l'orientation de la politique monétaire et le niveau des taux d'intérêt réels.

Taux de change compétitifs (TC) : l'objectif est de favoriser les exportations, donc la croissance, tout en maintenant le déficit de la balance des transactions courantes à un niveau qui peut durablement être financé. Pour cela, il convient de dévaluer la monnaie (dans un régime de changes fixes) ou de la laisser se déprécier (dans un régime de changes flexibles). Ce mouvement doit cependant être modéré afin de ne pas engendrer de pressions inflationnistes qui freineraient l'investissement. Nous intégrerons cet objectif au moyen d'une variable composite synthétisant le taux de croissance annuel des exportations et le solde de la balance des transactions courantes, évalué en pourcentage du PIB.

Les mesures structurelles

Libéralisation (LI) : Dans sa version initiale, le consensus de Washington envisage simplement, dans une logique de promotion des exportations, de libéraliser les échanges commerciaux. Il s'agit de limiter, voire de supprimer, les barrières tarifaires et non tarifaires. Williamson prend soin de préciser que la libéralisation des mouvements de capitaux n'est pas une priorité¹². Elle sera pourtant imposée dans les années 1990 sous la pression des IFI et jouera un rôle décisif dans l'apparition des crises financières de la seconde moitié de cette décennie¹³. Dès lors, nous mesurerons le degré de libéralisation d'un pays en ayant recours à une variable composite comprenant la libéralisation des échanges commerciaux (niveau des barrières tarifaires et non tarifaires) et le niveau de taxation des mouvements de capitaux.

Compétitivité (CO) : si la libéralisation totale des mouvements de capitaux n'est pas une priorité pour Williamson, l'existence de barrières freinant l'entrée des investissements directs étrangers (IDE) doit

⁹ A cet égard, Stiglitz souligne que « *les pays du monde en développement ne cessent de demander pourquoi les Etats-Unis, lorsqu'ils sont confrontés à une crise économique, se prononcent pour des politiques budgétaire et monétaire expansionnistes, alors que quand ils se trouvent, eux, dans la même situation, on exige qu'ils fassent exactement le contraire* ». Voir Stiglitz [2002], p.308.

¹⁰ Une définition détaillée des variables composant notre futur indicateur est donnée dans l'annexe 1. Ces variables sont toutes mesurées à partir des *World Development Indicators 2003* de la Banque mondiale et des données de Gwartney, Lawson et Emerick [2003].

¹¹ Stiglitz fera remarquer que la libéralisation des taux d'intérêt est un élément de la libéralisation financière et qu'elle en est même le dernier chaînon, ce qui conduira Williamson à adopter le principe d'une libéralisation financière. Voir Williamson [2000] et [2003].

¹² Voir Williamson [1990] et [2000].

¹³ Stiglitz confirme cette position en affirmant qu'il est « *convaincu que la libéralisation des comptes d'opérations en capital a été le facteur le plus important dans la genèse de la crise* ». Voir Stiglitz [2002], p.138. Pour Bresser-Pereira [2003], la libéralisation des mouvements de capitaux constitue le point de départ du « second » consensus de Washington. On peut cependant penser qu'il s'agit plutôt du second volet d'un même programme libéral.

cependant être combattue. Ces restrictions sont vues comme des mesures favorisant un nationalisme économique qui est condamné¹⁴. Cet objectif sera mesuré à l'aide d'une variable composite synthétisant les flux nets d'IDE, évalués en pourcentage du PIB, et un indicateur du niveau de réglementation du marché des capitaux.

Privatisation (PR) : il existe un large consensus sur ce point. La privatisation est nécessaire car les entreprises privées sont supposées être mieux gérées que leurs homologues publiques. Ces mesures, adoptées officiellement en 1985 avec le plan Baker, visent en outre à restaurer l'équilibre budgétaire et réduire l'investissement public, donc le poids de l'Etat. Pourtant, Williamson ne semble pas totalement convaincu et considère que dans certains cas (transports publics ou gestion de l'eau par exemple) de telles privatisations sont inappropriées¹⁵. Nous intégrerons cet objectif à l'aide d'un indicateur du poids de l'Etat dans l'économie qui regroupe des données sur le nombre d'entreprises publiques, sur leur part dans la production totale et sur la part de l'investissement public dans l'investissement total.

Déréglementation (DE) : l'expérience américaine, initiée par l'administration Carter et approfondie par l'administration Reagan, ayant été jugée positive, on souhaite la transposer aux pays en développement sans tenir compte de leurs spécificités. Dès lors, l'objectif est d'abolir, ou à défaut de réduire, les barrières à l'entrée et à la sortie des marchés, donc d'éliminer les règles qui freinent l'initiative économique et la libre concurrence, ce que nous mesurerons grâce à une variable composite synthétisant les niveaux de réglementation des marchés du crédit, du travail et des affaires.

Réforme fiscale (RF) : l'objectif est double. Il s'agit d'accroître le nombre de contribuables en élargissant l'assiette fiscale par l'intermédiaire d'une généralisation de la TVA et de réduire les taux d'imposition marginaux. Nous évaluerons cet objectif au moyen d'une variable composite synthétisant la part des impôts directs dans le total des impôts et une variable mesurant le niveau des taux marginaux d'imposition.

Droits de propriétés (DP) : il s'agit de renforcer les droits de propriété afin de promouvoir la création privée de richesses et de permettre au secteur informel d'obtenir ces droits à des coûts acceptables. Cet objectif sera évalué par une variable composite synthétisant l'état des droits de propriété dans le pays : existence d'un cadre légal permettant la défense des intérêts privés, protection de la propriété intellectuelle.

Il est manifeste que Williamson adopte une position plus modérée que celle qui sera défendue par les IFI aussi bien au travers des plans d'ajustement structurel¹⁶ que des programmes de lutte contre la pauvreté. Même s'il s'en défend, son « consensus », dans une version plus libérale, va servir de feuille de route à l'orthodoxie. Williamson répondra d'ailleurs aux nombreuses critiques formulées à l'encontre du consensus de Washington en précisant que l'utilisation qui en a été faite ne correspond pas à son projet initial¹⁷. C'est pourtant un programme élaboré par les IFI qui sera imposé aux PED, programme dont nous allons maintenant évaluer le degré d'application par les PED.

2. L'indicateur de suivi du consensus de Washington

Les nombreuses dimensions du consensus de Washington rendent impossible toute évaluation immédiate du degré d'application de ce dernier. S'il est relativement aisé de mesurer la mise en œuvre de l'un ou l'autre des « dix commandements » précédemment énoncés, il est bien plus difficile d'obtenir une mesure empirique de l'application de l'ensemble des mesures préconisées par les institutions internationales. Il importe pourtant de pouvoir évaluer le niveau d'engagement des PED dans le train de réformes libérales que constitue le consensus de Washington. A cet effet, les

¹⁴ Williamson reconnaît que ces mesures protectionnistes sont condamnées par Washington, sauf lorsqu'elles sont mises en œuvre par les Etats-Unis. Voir Williamson [1990].

¹⁵ Bresser-Pereira rejoint Williamson en affirmant que certains secteurs, notamment ceux ou existent des monopoles naturels, ne doivent pas être privatisés. Voir Bresser-Pereira [2003], Bresser-Pereira et Nakano [2002]. Stiglitz [2002] abonde en ce sens.

¹⁶ Pour une présentation des principales mesures contenues dans les plans d'ajustement structurel, voir Hugon [1995].

¹⁷ Voir à ce sujet Williamson [2000], [2002], [2003] et [2004].

techniques de l'analyse des données peuvent être mobilisées¹⁸. Elles constituent en effet un outil d'analyse pertinent de l'ensemble complexe de mesures qui fonde le consensus de Washington.

D'une manière générale, la majeure partie des travaux utilisant l'analyse des données vise à mettre en évidence des typologies d'individus et/ou de variables étudiées. Cependant, il est possible d'envisager différemment les résultats et d'utiliser l'analyse factorielle afin de construire des variables composites. A l'instar de Filmer et Prichett [1998] ou Sahn et Stifel [2000], nous utiliserons l'analyse des données pour déterminer les pondérations associées aux variables qui composent une variable synthétique non observable : notre indicateur de suivi du consensus de Washington (ICW)¹⁹.

Parmi les différentes méthodes offertes par l'analyse des données, l'analyse en composantes principales (ACP) s'applique à des tableaux à deux dimensions croisant des individus (les pays) et des variables quantitatives (les différentes dimensions du consensus de Washington). Elle permet : (i) d'évaluer les *ressemblances* entre individus — deux pays ont des degrés d'application du consensus de Washington d'autant plus comparables qu'ils possèdent des valeurs proches pour l'ensemble des dix points constitutifs de ce dernier — et (ii) d'établir un bilan des *liaisons* entre variables, c'est à dire entre ces dix points. Ce second aspect est particulièrement important. En effet, il permet de fournir des axes factoriels qui ne sont autres que des variables synthétiques constituant les meilleurs « résumés » possibles de l'ensemble des variables initiales²⁰. C'est le « meilleur » de ces résumés, la première composante principale, qui constituera notre indicateur composite de suivi du consensus de Washington.

Le choix des données requiert ici une attention toute particulière et pose un certain nombre de difficultés. En effet, il importe d'éviter la confusion entre la mesure des *objectifs* du consensus de Washington et celle des *moyens* mis en œuvre pour les atteindre. Notre but étant de juger du degré effectif d'application du consensus, nous avons choisi de ne retenir que des variables mesurant le niveau d'achèvement des objectifs de ce dernier, ce qui explique le décalage parfois observé entre les mesures du consensus de Washington et les variables retenues. D'autre part, il est clair que certains de ces objectifs, comme par exemple l'état des droits de propriété dans un pays, ne peuvent a priori être appréhendés que par des variables qualitatives auxquelles ne s'adapte pas la technique d'analyse retenue. Il a donc été nécessaire de rechercher ou d'établir dix variables *quantitatives* permettant d'appréhender du mieux possible chacune des dimensions du consensus de Washington. Les sources de ces données ainsi que les détails techniques concernant leur construction sont intégralement reportés dans l'annexe 1.

Nous disposons, pour l'année 2000 et pour 98 pays en développement, de dix variables quantitatives traduisant respectivement les dix dimensions du consensus de Washington²¹. On étudie par conséquent un tableau de mesures initial de 98 lignes pour dix colonnes. Les résultats de l'ACP de ce tableau de données sont satisfaisants quant à notre objectif principal. Le premier facteur, largement prépondérant, capte environ 30 % de l'inertie (c'est à dire de la variance ou encore de la dispersion)

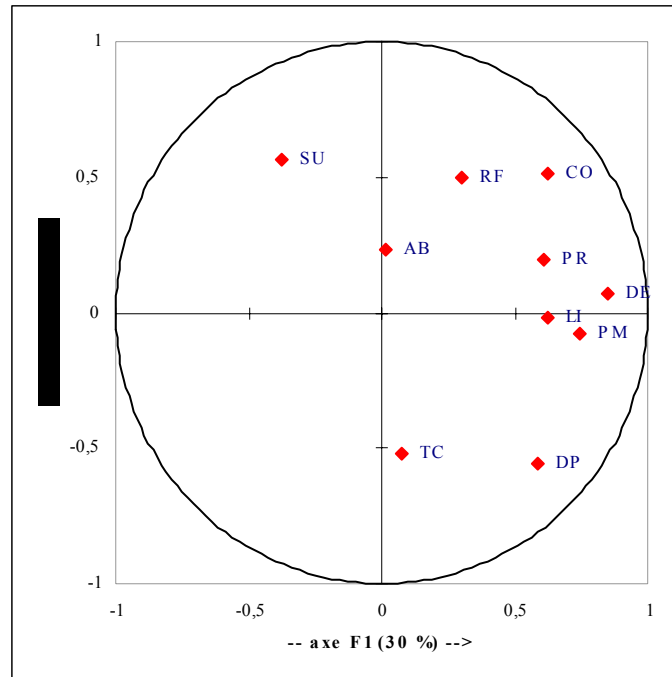
¹⁸ L'analyse des données est un ensemble de méthodes permettant d'étudier efficacement de grandes masses complexes d'information. Elle permet de convertir de volumineuses masses de données en images synthétiques qui dégagent les principales structures de ces dernières. Plus précisément, elle crée des représentations géométriques des données en transformant en distances euclidiennes les proximités statistiques entre éléments. Elle traduit les données initiales en nuages de points multidimensionnels, puis permet de visualiser ces nuages sur les meilleurs plans possibles, qui sont ceux sur lesquels le nuage de points s'étale au maximum. On applique ici une forme classique du critère des moindres carrés, de telle sorte que les axes constitutifs des plans retenus soient ceux qui rendent minimum l'écart entre le nuage de points et sa projection sur ceux-ci. Pour une approche complète des méthodes d'analyse des données, voir Escofier et Pagès [1998] et Lebart, Morineau et Piron [1998]. Les méthodes d'analyse des données sont des méthodes multidimensionnelles — en opposition aux méthodes de la statistique descriptive — qui permettent la confrontation simultanée de nombreuses informations, infiniment plus riche que leur examen séparé. De données trop nombreuses pour être appréhendées directement, elles extraient les tendances les plus marquantes, les hiérarchisent et éliminent les effets marginaux ou ponctuels qui perturbent la perception globale des faits.

¹⁹ Les auteurs cités utilisent pour leur part l'analyse des données afin de créer des indicateurs synthétiques de ressources des ménages. Combarnous [2003] crée pour sa part un indicateur synthétique du niveau de développement des nations.

²⁰ Plus précisément, l'ACP offre la possibilité d'observer une nouvelle variable qui n'est autre que la combinaison linéaire la plus liée à l'ensemble des variables initiales, au sens du critère maximisant la somme des carrés des corrélations entre les variables initiales et cette variable synthétique.

²¹ Les valeurs manquantes (environ 3 % des données) ont été systématiquement remplacées par les valeurs moyennes concernant le groupe d'appartenance géographique du pays concerné ou par les valeurs moyennes concernant le groupe des pays à niveau de revenu identique, selon les cas.

Figure 1 : Projection des dix variables sur le plan factoriel (F_1, F_2) — Cercle des corrélations



du nuage de points dans l'espace vectoriel à dix dimensions qui nous intéresse. De fait, la première composante principale, notre futur indicateur, synthétisera près du tiers de la variance de l'ensemble des variables initiales. Les deuxième et troisième facteurs représentent, pour leur part, respectivement 15 et 12 % de l'inertie totale. Ainsi, le premier plan factoriel, qui totalise près de 45 % de la dispersion du nuage, offre une représentation acceptable de l'ensemble des données.

Le cercle des corrélations (figure 1) constitue la projection des dix variables actives sur le premier plan factoriel (F_1, F_2). Il permet d'effectuer un bilan des liaisons entre variables et surtout de caractériser les axes factoriels F_1 et F_2 retenus, afin d'interpréter par la suite la projection des individus. La figure 1 montre tout d'abord que les variables retenues ne sont pas toutes correctement représentées dans le premier plan factoriel²². Les points de projection des extrémités des vecteurs représentant certaines d'entre elles — AB, TC, et RF en particulier — se trouvent en effet éloignés du cercle des corrélations. Par contre, la proximité relative entre les points représentant les variables CO, PR, LI, DE, PM, et DP, proches du cercle, montre que ces dernières sont plus ou moins corrélées entre elles²³, suggérant que les variables concernées rendent bien compte de différents aspects d'un même objet : l'application du consensus de Washington.

Il importe de s'arrêter ici sur la position étonnante de la variable SU qui, rappelons-le, rend compte simultanément du degré de désengagement de l'Etat et de la faiblesse des transferts et subventions dans le PIB. Cette position révèle en effet un phénomène particulièrement intéressant. Alors que l'on aurait pu croire que les PED appliquaient, de manière plus ou moins intensive, l'ensemble des mesures prônées par le consensus de Washington, il apparaît que la variable SU est anticorrélée avec plusieurs variables, telles que PM, LI, DE et DP. Ainsi, alors que l'on s'attendait à voir les dix variables jouer un rôle plus ou moins positif dans le degré de mise en œuvre du consensus²⁴, on constate que les pays qui ont les niveaux de déréglementation, de droits de propriété, de libéralisation et d'orthodoxie monétaire les plus élevés sont aussi ceux dans lesquels l'Etat garde un poids important et où la part des transferts et subventions dans le PIB reste élevée. Cette observation importante suggère que la majeure partie des pays appliquant — de manière générale — les

²² La qualité de représentation d'un élément — variable ou individu — par un axe factoriel s'estime par la valeur du cosinus carré de cet élément par rapport à l'axe. Ce dernier, compris entre 0 et 1 traduit une qualité de représentation d'autant plus forte qu'il est proche de l'unité. La qualité de représentation d'un élément par un plan factoriel se mesure par la somme des qualités de représentation de l'élément sur les axes qui le composent. Toutes les valeurs chiffrées se trouvent dans l'annexe 2.

²³ La matrice de corrélation complète entre les variables est reportée dans l'annexe 2.

²⁴ Tous les points de projection des variables se seraient alors retrouvés sur la droite du cercle des corrélations.

recommandations du consensus de Washington le font en maintenant un certain degré d'engagement de l'Etat, des dépenses publiques conséquentes et des subventions aux secteurs en difficulté, ce qui est confirmé par Rodrik [1998a]²⁵. Il existerait ainsi un *autre* consensus de Washington, fruit de la mise en œuvre *effective* de ce dernier par les PED, qui conserverait à l'Etat son rôle de garant d'une certaine justice économique, dans un contexte de libéralisation croissante. C'est un indicateur de suivi de ce consensus que nous allons construire et observer.

Dans l'optique de la création d'une variable synthétique, il importe d'observer quelles sont les contributions des dix variables à l'inertie des axes²⁶. Concernant l'axe F_1 , ce sont les variables DE, PM, LI, CO, PR et DP qui contribuent à parts sensiblement égales à 92 % de son inertie. Il s'agit à une exception près (PM) de variables représentant des mesures structurelles du consensus. Ce sont les variables SU, DP, TC, CO et RF qui contribuent pour leur part le plus fortement à l'inertie de l'axe F_2 . La variable AB ne contribue de façon significative qu'à l'inertie de l'axe F_3 . Dans l'optique de la création d'un indicateur synthétique basé sur l'axe F_1 , ces observations suggèrent que ce qui distingue le plus les pays en développement les uns des autres, en terme de mesures appartenant au consensus, sont celles qui sont observées par l'intermédiaire des variables DE, PM, LI, CO, PR et DP. Ce n'est que dans un « second temps » et de façon beaucoup moins marquante, que les mesures traduites par les variables SU, TC et RF distinguent les pays. A fortiori, le niveau d'application des mesures traduites par AB n'est que faiblement discriminant entre les pays observés. En d'autres termes, le degré d'application de politiques visant à respecter une certaine austérité budgétaire est, en 2000, assez homogène parmi les PED. Au contraire, les six mesures contribuant le plus à l'inertie de l'axe F_1 sont celles dont les degrés d'application dans les différents pays varient le plus distinctement. De façon synthétique, on notera que cette observation suggère qu'en 2000, l'essentiel des mesures de stabilisation du consensus de Washington a déjà été mis en œuvre de manière relativement homogène parmi les pays étudiés, et que ce sont les mesures plus structurelles qui sont, elles, appliquées à des degrés très distincts d'un pays à l'autre. C'est, de fait, essentiellement le degré d'application des mesures structurelles du consensus de Washington qui fondera la valeur de notre indicateur synthétique ICW.

L'étude de la projection des individus, les pays, sur le premier plan factoriel ne constitue pas l'objectif principal de notre travail. Toutefois, elle offre une vision de la répartition des PED, en 2000, par rapport à la thématique étudiée. Sur la figure A.1, reproduite en annexe, la majorité des pays bénéficie d'une assez bonne qualité de représentation. Ainsi, les proximités ou les oppositions entre pays ou groupes de pays peuvent s'interpréter comme des ressemblances statistiques du point de vue des dix variables observées, c'est-à-dire du point de vue du degré et des modalités de réalisation des objectifs du consensus de Washington. Ainsi, on constate que les PED les plus « avancés » à ce titre sont, sur la droite du graphique, HongKong, Singapour, mais aussi le Chili, des pays producteurs de pétrole tels que Bahreïn, les Emirats arabes unis, Oman et le Koweït ou encore le Botswana, l'Estonie, la République Tchèque, le Panama, Malte, l'Argentine ou la Hongrie. Tous ces pays ont largement accédé aux requêtes du consensus, même s'ils se distinguent — du point de vue de l'axe 2 — par des modalités de mise en œuvre différentes : le Koweït, Oman, le Botswana, Malte, la Hongrie et la République Tchèque par des dépenses publiques et des niveaux de subventions encore élevés et/ou des droits de propriété particulièrement développés et/ou des politiques monétaires très orthodoxes, les autres par des niveaux de compétitivité et/ou de privatisation très importants (Argentine, Panama). A l'extrême opposé, sur la gauche du graphique, se trouvent les pays ayant le moins répondu aux attentes du consensus : l'Algérie, le Myanmar, la Syrie, la République Démocratique du Congo, la Sierra Leone, la Tanzanie ou encore la République Centrafricaine, le Tchad et l'Iran.

Il s'agit maintenant — sur la base de notre analyse en composantes principales — d'établir un indicateur *quantitatif* de suivi du consensus de Washington. Basé sur la combinaison linéaire des dix variables constitutives du consensus dégagée par l'analyse²⁷, il affecte à chaque pays la valeur de sa projection sur le premier axe factoriel. Cette valeur « résume » près du tiers de la variance totale des

²⁵ Rodrik [1998a] montre en effet que les pays les plus ouverts sont aussi ceux qui ont les dépenses publiques les plus élevées, ceci afin de réduire l'instabilité liée à l'ouverture internationale.

²⁶ La contribution d'un élément à un axe montre quelle part de l'inertie totale d'un axe est due à l'inertie de l'élément considéré. Toutes les valeurs sont reportées dans l'annexe 2.

²⁷ Cette combinaison correspond au vecteur propre F_1 , voir annexe 2.

Tableau 1 : Statistiques descriptives de l'évolution de l'indice de suivi du consensus de Washington, 1980 – 2000

Groupes de pays		Evolution de l'ICW entre 1980 et 1985	Evolution de l'ICW entre 1985 et 1990	Evolution de l'ICW entre 1990 et 1995	Evolution de l'ICW entre 1995 et 2000
Asie de l'Est et du Pacifique	Moyenne	0,937	0,705	0,143	-0,093
	Ecart-type	1,027	0,927	1,190	0,561
	N	5	5	6	8
Amérique Latine	Moyenne	-0,293	1,502	1,427	-0,559
	Ecart-type	0,983	1,865	1,470	1,153
	N	11	12	15	17
Asie du Sud	Moyenne	0,643	0,378	0,843	-0,031
	Ecart-type	0,730	1,419	0,802	1,455
	N	4	3	2	3
Afrique subsaharienne	Moyenne	0,057	0,132	-0,064	0,531
	Ecart-type	1,430	1,289	1,593	1,088
	N	6	9	8	10
Europe de l'Est - Asie centrale	Moyenne	nd	0,508	1,796	0,763
	Ecart-type	nd	0,498	1,007	1,181
	N	nd	2	4	13
Moyen-orient - Afrique du Nord	Moyenne	0,917	0,397	1,112	0,149
	Ecart-type	0,980	0,508	0,304	0,665
	N	2	3	3	3
Ensemble	Moyenne	0,222	0,767	0,894	0,099
	Ecart-type	1,122	1,466	1,446	1,160
	N	28	34	38	54

dix variables initiales et constitue de fait un indicateur synthétique acceptable du degré d'application, en 2000, du consensus de Washington dans les PED. En l'état, cet indicateur ne permet toutefois pas de répondre de manière satisfaisante aux objectifs de cette étude. En effet, il n'est pas intéressant — ni pertinent — de confronter la richesse ou le développement d'un pays au temps t à la réalisation effective à ce temps t d'un certain nombre des objectifs du consensus²⁸. Dans la perspective de juger de l'effet de la mise en œuvre du consensus sur la richesse ou le développement des nations, il importe d'opérer une analyse dynamique – ou du moins statique comparative – des *évolutions* de ces différentes variables. Il devient alors nécessaire de mesurer des valeurs de l'ICW, comparables à celles dont nous disposons déjà, pour des périodes éloignées dans le temps. Ainsi, nous pourrions confronter non plus le niveau d'application du consensus, mais l'intensité de la mise en œuvre des mesures constitutives de ce dernier, à l'évolution du PIB par habitant, à celle de l'indicateur de développement humain (IDH), du niveau d'endettement ou encore de l'inégalité.

La technique d'analyse des données dite des individus supplémentaires permet de connaître la position de certains individus sur les axes déterminés par le reste de la population. Ces individus supplémentaires seront les PED observés à des périodes antérieures à 2000. Ils ne participent pas à la création des axes factoriels, mais leur position dans l'espace vectoriel dirigé par les dix variables constitutives du consensus peut être projetée sur le plan factoriel déterminé par les individus actifs — les PED en 2000. Il devient alors possible de donner aux PED pour lesquelles des données *complètes* sont disponibles une valeur de l'ICW à des périodes antérieures à la période de référence. Nous pouvons alors observer des *évolutions* de l'ICW et les comparer aux évolutions des variables auxquelles nous souhaitons le confronter. Le « champ temporel » d'analyse couvre la période d'application des préceptes libéraux, soit 1980-2000. Les points d'observation se situeront tous les cinq ans au cours de cette période. Pour des raisons de commodité, les valeurs obtenues initialement — les coordonnées des pays à différentes dates sur le premier axe factoriel — ont été ramenées par interpolation linéaire dans l'intervalle [0 ; 10]. La valeur zéro est affectée au pays dans lequel les dix mesures du consensus étaient « conjointement » les moins appliquées de toute la population observée²⁹. Il s'agit du Nicaragua en 1980. A l'extrême inverse, c'est la valeur dix qui est affectée au pays le plus avancé dans la mise en œuvre conjointe des dix dimensions du consensus. Il s'agit cette

²⁸ Cette méthode reviendrait à dire que le consensus de Washington favorise, par exemple, la richesse des nations sur la seule base du fait que les PED les moins pauvres en 2000 se situent à un degré d'application moyen des préceptes du consensus plus élevé que les pays les plus pauvres. Pourtant, les premiers ont pu n'appliquer aucune mesure allant dans le sens du consensus au cours de la période récente, alors que les seconds ont pu abonder dans sons sens...

²⁹ Cette population est désormais constituée de nos 98 pays pour 2000 auxquels s'ajoutent 54, 44, 43 et 29 d'entre eux, respectivement observés pour les années 1995, 1990, 1985 et 1980.

fois de HongKong en 2000. C'est l'évolution de cette valeur³⁰, d'une période à l'autre, qui nous intéresse. Le tableau 1 propose un ensemble de statistiques descriptives concernant cette variable d'évolution du degré d'application du consensus de Washington en fonction de la localisation géographique des pays.

La lecture du tableau 1 permet quelques observations intéressantes. D'abord, le rythme général d'application des préceptes du consensus n'est pas homogène au cours du temps. La progression relativement lente du processus de mise en œuvre du consensus entre 1980 et 1985 a été suivie de deux périodes de forte accélération entre 1985 et 1990 et entre 1990 et 1995, puis d'une période de très fort ralentissement entre 1995 et 2000. D'autre part, il apparaît que le consensus de Washington a également été appliqué de façon très différenciée dans l'espace.

A l'instar de Birdsall et de la Torre [2001] ou de Williamson [2004], nous voyons que les pays latino-américains ont été les plus prompts à appliquer les recettes du consensus de Washington entre 1985 et 1995, après avoir tenté dans un premier temps de se sortir de la crise de la dette à l'aide de politiques hétérodoxes³¹. Les crises successives qu'ont connues ces pays dans la seconde moitié des années 1990 — crise mexicaine de 1995, crise brésilienne de 1998 — ont ensuite refroidi les ardeurs de leurs dirigeants.

Si les « dragons » et les « tigres »³² asiatiques ont adopté des stratégies d'ouverture de leurs économies, celles-ci ont été la plupart du temps protectionnistes et encadrées par un Etat fort³³. Dès lors, il peut apparaître étonnant de constater une forte progression de l'ICW pour l'Asie de l'est et du Pacifique dans les années 1980. L'explication tient au fait qu'à coté de pays interventionnistes figurent dans cet échantillon de petite taille HongKong et Singapour qui sont les deux pays ayant appliqué le plus scrupuleusement les recommandations du consensus de Washington — voir la figure A.1. Williamson [2004] et Rodrik [2003] constatent d'ailleurs que les pays asiatiques, Chine et Inde compris, ont beaucoup moins appliqué le consensus que les pays d'Amérique latine. Williamson [2004] précise même que certains d'entre eux l'ont fait à mauvais escient et ont commis une erreur en acceptant de libéraliser leur compte de capital à partir de 1993-1994³⁴ sous la pression des IFI, ce qui ne sera pas sans conséquence lors de la crise qui touchera l'Asie en 1997.

Les pays d'Afrique subsaharienne ont très incomplètement appliqué le consensus de Washington, même si la situation a évolué dans la dernière sous période. L'augmentation sensible de l'ICW entre 1995 et 2000 peut trouver un début d'explication dans la mise en œuvre de l'initiative pays pauvres très endettés (PPTE) en 1996, renforcée en 1999, qui verrait les pays pauvres du sous-continent africain se résigner à adopter les réformes structurelles libérales contenues dans les documents stratégiques de réduction de la pauvreté (DSRP).

Enfin, les pays d'Europe de l'est et d'Asie centrale se distinguent quant à eux par une application relativement massive des préceptes du consensus à partir de 1990³⁵.

3. Vingt ans d'application du consensus de Washington à l'épreuve des faits

A l'aide de notre indicateur, il nous est maintenant possible de mesurer l'impact des mesures préconisées par le consensus de Washington sur la situation des PED. Après avoir constaté que ce dernier n'a pas tenu ses promesses, nous tenterons de baliser la voie du post-consensus.

³⁰ Elle vaut simplement $ICW_{it} = ICW_{it} - ICW_{it-1}$.

³¹ Voir Dabène [1997].

³² Les « dragons » sont la Corée du sud, HongKong, Singapour et Taïwan tandis que les « tigres » sont l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande.

³³ Voir les exemples de la Corée du sud, de Taïwan ou même de la Chine présentés par Rodrik [2003].

³⁴ Voir Sgard [2002].

³⁵ Voir Milanovic [2003]. Nous ne parlerons pas ici des pays du Moyen-orient et d'Afrique du Nord pour lesquels le faible nombre de cas complets (Tunisie, Egypte et Iran) empêche d'utiliser de façon rigoureuse la moyenne arithmétique.

1. Le consensus de Washington n'a pas atteint ses objectifs

Les IFI soutiennent avec acharnement depuis une vingtaine d'années l'idée que la mise en œuvre des politiques économiques libérales du consensus de Washington va nécessairement dans le sens d'une amélioration de la situation économique et sociale des pays concernés. Elles n'ont pas été capables jusqu'ici de le démontrer de manière absolue. Par exemple, Sala-i-Martin [2002] affirme que la pauvreté et les inégalités ont été largement réduites au cours des vingt dernières années³⁶, mais doit cependant reconnaître que les résultats positifs enregistrés en matière de pauvreté se limitent à l'Asie et que la pauvreté n'a pas diminué en Amérique latine et a même explosé en Afrique. Dans le même temps, des études ont montré l'inefficacité de certaines mesures du consensus de Washington. D'une manière générale, Easterly [2001] conclut que les politiques menées dans les années 1980 et 1990 ont conduit à la stagnation des PED. Milanovic [2003] note pour sa part que lors des deux dernières décennies, qui ont vu une accélération de la mondialisation, la croissance a ralenti et les inégalités entre pays, qui avaient été légèrement réduites dans les années 1960-1970, ont très nettement augmenté depuis. Il constate même que les PED qui ont le mieux réussi — la Chine par exemple — sont souvent ceux qui se sont écartés des prescriptions des IFI³⁷. Wade [2004] montre que l'extrême pauvreté n'a pas significativement diminué et que les inégalités entre pays se sont accrues, suggérant que le mode de développement actuel est une impasse. Bourguignon et Morrisson [2003], que l'on ne peut soupçonner de remettre en cause les fondements du consensus de Washington, considèrent que les inégalités entre pays sont restées stables au cours du dernier demi-siècle, mais que l'accroissement de la pauvreté dans certaines régions du globe demeure très préoccupante. Avec une analyse plus ciblée, Weisbrot et Baker [2003] montrent que la libéralisation commerciale ne favorise pas la croissance et le développement. Dans le même ordre d'idée, Galieni et Sanguinetti [2003] constatent, à partir du cas argentin, que la libéralisation commerciale explique en partie l'accroissement des inégalités. Rodrik [1998b], à l'instar de Stiglitz [2002], montre que la libéralisation des mouvements de capitaux n'entraîne pas une croissance plus forte et un développement plus soutenu. Au niveau théorique, le consensus de Washington a été contesté dès le début des années 1980, en particulier par Taylor et les néo-structuralistes qui mettent en avant le caractère dépressif des mesures de stabilisation préconisées par les IFI³⁸.

Nous pouvons pour notre part, sur la base de notre indicateur, confronter le degré de « réalisation » du consensus, considéré dans *toutes* ses dimensions, aux indicateurs que les IFI considèrent comme des indicateurs potentiels d'efficacité de leurs politiques. En l'occurrence, les objectifs les plus communément retenus sont des objectifs de croissance, de développement, de réduction de la dette, de baisse des inégalités et de développement du commerce international³⁹. Les variables que nous retiendrons pour caractériser ces différents objectifs seront respectivement le PIB par habitant en parité du pouvoir d'achat, l'IDH, le montant de la dette externe totale⁴⁰, le ratio inter quintile — qui rapporte la part de la richesse d'un pays perçue par les 20 % d'individus les plus riches à celle perçue par les 20 % d'individus les plus pauvres⁴¹ — et enfin le degré d'ouverture des pays à l'échange international, mesuré par la somme des exportations et des importations rapportée au PIB⁴².

³⁶ Ses résultats sont largement critiquables, car son échantillon de pays est pondéré par le nombre d'habitants. De ce fait, la Chine et l'Inde représentent à elles seules environ un tiers de la population totale et il est dès lors aisé de montrer que ces pays ayant enregistré des taux de croissance supérieurs à ceux des pays industrialisés, leur PIB par habitant a augmenté, ce qui a mécaniquement réduit le niveau de la pauvreté et des inégalités entre pays, quel que soit le niveau des inégalités à l'intérieur des pays. Wade [2004] montre au contraire que, quelle que soit la mesure des inégalités retenue, celles-ci ont augmenté au cours des deux dernières décennies — si l'on exclut la Chine.

³⁷ A ce sujet, voir aussi Rodrik [2003].

³⁸ Pour une analyse plus détaillée, voir Taylor [1983], [1988] et Ben Hammouda [1999].

³⁹ Faute de données suffisantes, nous n'avons pu tester l'incidence du respect du consensus de Washington sur la pauvreté.

⁴⁰ Cette variable a été préférée au poids de la dette externe (dette externe / PIB) qui traduit en partie l'influence des évolutions du PIB, déjà observées en tant que telles. Nous posons donc la question de savoir si le respect du consensus permet de faire diminuer *en valeur absolue* le montant de la dette.

⁴¹ Nous mesurons ainsi l'inégalité relative à l'intérieur des pays. Pour une définition des différentes mesures de l'inégalité, voir Ravallion [2003].

⁴² Toutes ces variables sont tirées des *World development indicators 2003* de la Banque mondiale, à l'exception de l'IDH qui provient de la base du Pnud : http://hdr.undp.org/reports/global/2003/indicator/indic_10_1_1.html.

La lecture des évolutions comparées de ces variables et de l'ICW au cours des différentes périodes sous revue peut s'effectuer de différentes manières.

La présentation la plus intuitive des liens entre ICW et « variables-objectifs » consiste à représenter les nuages de points croisant les évolutions de ces dernières au cours des différentes sous périodes. Ces représentations graphiques, non reproduites ici, permettent d'ores et déjà de visualiser un certain nombre de faits. De façon générale, l'observation des graphiques ne suggère pas l'existence de relations stables dans le temps et/ou clairement orientées entre l'application du consensus et l'évolution des variables observées. L'orientation des nuages, lorsqu'elle est perceptible, s'inverse parfois entre les sous périodes d'observation et la plupart des nuages suggère l'absence de concordance marquée entre les variations de l'ICW et celles des objectifs observés. Plus précisément, si le PIB par habitant semble évoluer dans le même sens que la mise en œuvre du consensus entre 1980 et 1985, la tendance s'inverse entre 1985 et 1990, puis une absence de relation claire apparaît durant la dernière décennie. Concernant l'IDH, une relation positive avec l'ICW apparaît au cours de la première période, ainsi éventuellement qu'au cours de la troisième, mais aucune relation claire ne semble s'établir au cours des deux autres périodes. Concernant la dette, elle semble s'accroître avec la mise en œuvre du consensus entre 1980 et 1985, puis plus aucune relation marquante n'apparaît. Enfin, aucune relation clairement interprétable n'apparaît entre les variations de l'ICW et celles de l'inégalité ou du degré d'ouverture des pays. En un mot, cette première approche purement graphique de l'effet de la mise en œuvre du consensus sur les objectifs qu'il cherche à atteindre offre des résultats particulièrement mitigés. Il est impossible de confirmer une quelconque efficacité d'ensemble du consensus sur l'ensemble des pays observés, pour l'ensemble des objectifs désignés et pour l'ensemble des périodes retenues.

Bien entendu, cette première approche strictement graphique n'est pas suffisamment rigoureuse pour être tout à fait satisfaisante. D'un point de vue statistique, on ne peut se contenter de cette dernière. L'approche la plus rigoureuse consisterait à établir pour chaque variable-objectif un modèle économétrique dans lequel notre variable ICW serait une variable exogène parmi d'autres. Ces modèles permettraient de juger du sens et de l'éventuelle significativité de la relation statistique pouvant exister entre la mise en œuvre du consensus et les variables concernées, *toutes choses égales par ailleurs*. Toutefois, la spécification de tels modèles dépasse largement le cadre de ce travail. Nous focaliserons donc notre attention sur la recherche d'éventuels liens directs entre ICW et objectifs. Pour ce faire, il est tout d'abord possible de mesurer des coefficients de corrélation linéaire permettant de juger d'une éventuelle corrélation positive ou négative entre ICW et objectifs. Il faut toutefois avoir à l'esprit le fait que le nombre relativement faible d'individus dans les populations observées pourra rendre — le cas échéant — ces corrélations particulièrement sensibles à l'effet d'un ou plusieurs individus présentant des valeurs extrêmes. Pour contrôler les biais éventuels liés à l'existence de tels individus, nous pourrions, dans un second temps, transformer nos variables continues en variables discrètes à quatre modalités déterminées par les quartiles de leurs distributions initiales. Nous observerons alors des tableaux de contingence croisant pour chaque période les modalités « variation faible », « variation moyenne faible », « variation moyenne forte » et « variation forte » de la variable ICW et de tel ou tel objectif. Ce faisant, nous annulerons les biais liés à la présence d'individus extrêmes, tout en gardant la possibilité de tester statistiquement l'éventualité d'une relation entre les deux variables par l'intermédiaire de tests du khi deux. Nous testerons alors une hypothèse d'indépendance entre les deux variables. Les résultats des mesures des corrélations linéaires entre variables continues et des tests du khi deux appliqués aux tableaux de contingence des variables discrètes, ainsi que les tests de significativité afférents à ces deux mesures, sont exposés au tableau 2. La lecture du tableau 2 permet d'asseoir statistiquement nos conclusions initiales et de mettre à jour des relations graphiquement peu apparentes. Les relations positives entre ICW et PIB par habitant et entre ICW et IDH sont confirmées pour la période 1980-1985. Il semble donc que durant cette première période, la richesse et le développement des nations aient évolué de concert avec l'application du consensus. De la même façon, le lien positif entre ICW et IDH est confirmé pour la période 1990-1995, résultat qui peut trouver un début d'explication dans le fait que c'est à ce moment là que les IFI ont mis la lutte contre la pauvreté au cœur de leurs préoccupations. Cependant, force est de constater que pour *aucun* autre objectif et à *aucune* autre période il n'est possible d'établir l'existence d'un effet positif et significatif de l'application du consensus de Washington. Il apparaît

Tableau 2 : Tests de corrélation linéaire sur les variables continues et d'indépendance entre les variables discrètes, ICW et objectifs du consensus de Washington, 1980-85, 1985-90, 1990-95 et 1995-00¹

Objectifs du consensus de Washington	Δ ICW 1980 - 1985	Δ ICW 1985 - 1990	Δ ICW 1990 - 1995	Δ ICW 1995 - 2000	
Evolutions du PIB par habitant	Corrélation	0,407	-0,336	0,228	0,163
	<i>Sig. (2-tailed)</i>	0,032	0,052	0,168	0,242
	N	28	34	38	53
	LR Chi-Square ²	22,068	7,041	7,440	8,438
Evolutions de l'IDH	<i>Asymp. Sig. (2-sided)</i>	0,009	0,633	0,591	0,491
	N	28	34	38	53
	Corrélation	0,418	-0,108	0,350	-0,052
	<i>Sig. (2-tailed)</i>	0,030	0,542	0,031	0,712
Evolutions du montant de la dette	N	27	34	38	52
	LR Chi-Square	17,179	16,984	17,320	23,500
	<i>Asymp. Sig. (2-sided)</i>	0,046	0,049	0,044	0,005
	N	27	34	38	52
Evolutions du degré d'ouverture	Corrélation	0,316	-0,162	-0,115	0,289
	<i>Sig. (2-tailed)</i>	0,102	0,368	0,499	0,036
	N	28	33	37	53
	LR Chi-Square	20,741	12,304	15,429	18,520
Evolutions du ratio interquintile ³	<i>Asymp. Sig. (2-sided)</i>	0,014	0,197	0,080	0,030
	N	28	33	37	53
	Corrélation	-0,296	-0,075	-0,226	0,146
	<i>Sig. (2-tailed)</i>	0,126	0,673	0,173	0,291
Evolutions du ratio interquintile ³	N	28	34	38	54
	LR Chi-Square	11,806	14,264	13,857	6,559
	<i>Asymp. Sig. (2-sided)</i>	0,224	0,113	0,127	0,683
	N	28	34	38	54
Evolutions du ratio interquintile ³	Δ ICW 1980 - 1990			Δ ICW 1990 - 2000	
	Corrélation		-0,125		0,104
	<i>Sig. (2-tailed)</i>		0,767		0,605
	N		8		27
Evolutions du ratio interquintile ³	LR Chi-Square		8,997		18,953
	<i>Asymp. Sig. (2-sided)</i>		0,438		0,026
	N		8		27

Notes : (1) les corrélations ou les tests du khi deux significatifs à 5 % ou moins apparaissent en gras ; les cases non grisées identifient des effets significatifs positifs de l'application du consensus sur les objectifs considérés. Les cases légèrement grisées signalent une absence de relation significative entre variables continues et l'indépendance entre les variables discrètes, alors que les cases fortement grisées correspondent à des effets significativement négatifs de l'application du consensus sur les objectifs considérés ; (2) parce que le nombre d'observations est relativement restreint à chaque période, le test du khi deux de Pearson pose problème dans la mesure où l'approximation normale de la distribution binomiale peut se révéler imprécise. Il est donc plus approprié d'utiliser ici un test du khi deux basé sur le maximum de vraisemblance (likelihood ratio chi-square) ; (3) la rareté des données permettant d'évaluer le ratio inter quintile n'a pas permis une observation sur quatre sous périodes, mais seulement sur deux sous périodes de dix ans.

même que l'application de ce dernier a pu avoir un effet *négatif* sur l'évolution de l'IDH entre 1985 et 1990, puis entre 1995 et 2000, deux périodes pendant lesquelles les problèmes d'endettement ont eu des conséquences particulièrement douloureuses pour les populations des PED. De la même façon, il n'a en rien favorisé une diminution de la dette des pays concernés, puisque les évolutions de l'ICW et celles du montant de la dette vont de pair, en tout cas pour les périodes 1980-1985 et 1995-2000⁴³. Le respect du consensus n'a même pas significativement favorisé l'ouverture commerciale des PED, ce qui confirme bien que les règles du jeu du commerce international sont biaisées ! Enfin, on constate de surcroît qu'au cours de la décennie 1990-2000, la mise en œuvre du consensus s'accompagne d'un accroissement du ratio inter quintile, c'est-à-dire de l'inégalité relative entre habitants d'un même pays⁴⁴ ...

Ainsi, le bilan de la mise en œuvre des préceptes du consensus de Washington se révèle être très mitigé. Les objectifs des IFI ne sont d'évidence pas atteints de manière globale, puisque notre analyse

⁴³ Pour cette dernière période, il faut toutefois noter que la corrélation positive entre ICW et dette est essentiellement due à l'endettement très lourd au cours de cette période des trois pays baltes, ces derniers ayant simultanément fortement accru leur degré d'application du consensus.

⁴⁴ Ce qui laisse supposer, comme le souligne Ravallion [2003], que l'inégalité absolue, c'est-à-dire le rapport du *montant* du revenu des 20% les plus riches sur celui des 20% les plus pauvres, s'accroît d'autant plus.

conclut dans la plupart des cas à une indépendance entre les évolutions des variables-objectifs et l'application du consensus, qui semble parfois même jouer un effet négatif sur ces dernières.

2. Le nécessaire dépassement du consensus de Washington

D'après ce qui précède, nous pouvons affirmer que les pays ayant scrupuleusement suivi les recommandations du consensus de Washington n'ont pas obtenu, globalement, de meilleurs résultats économiques⁴⁵, tandis qu'ils ont eu à supporter les multiples conséquences sociales de l'ajustement⁴⁶. Plusieurs raisons peuvent être avancées afin d'expliquer cet échec. Tout d'abord, le consensus de Washington marque un retournement complet dans la façon d'appréhender la question du développement. Alors que les structuralistes et les théoriciens de la dépendance voyaient le sous-développement comme un problème global qui devait être traité nationalement, en fonction des spécificités propres à chaque pays, les libéraux vont renverser la proposition au début des années 1980. Pour eux, les problèmes viennent de pays qui ont fait de mauvais choix, qui se sont écartés de la voie devant leur permettre de rattraper leur retard. Dès lors, seule une réponse globale, le consensus de Washington, est en mesure de remettre les PED dans le droit chemin⁴⁷. Nous avons vu que cette démarche, en niant les spécificités historiques de ces pays, n'a pas produit les résultats escomptés. Au contraire, la relative réussite de certains pays du sud-est asiatique s'explique par un retour à la vision des « développementalistes ». Comme le souligne Rodrik [2003], la Corée du sud et Taïwan, par exemple, ne se sont pas engagés dans la voie de la déréglementation et de la libéralisation. Plutôt que de privatiser, ces pays se sont appuyés sur un secteur public fort et n'ont pas hésité à maintenir des barrières commerciales et à subventionner leurs exportations. La Chine et l'Inde, dont on vante les résultats en matière de croissance économique, ne s'ouvrent que très progressivement et conservent des institutions fortes⁴⁸. Le Chili est un autre pays cité en exemple. S'il est vrai que ce pays a mené une politique ultra-libérale dans les années 1970 sous la dictature de Pinochet, les bons résultats qu'il a obtenus par la suite s'expliquent par un changement de politique à partir de 1983. Il a ainsi eu recours à des politiques contra-cycliques, a augmenté ses dépenses d'éducation — qui passent de 4,5% à 7% du PIB entre 1994 et 2000 —, a mis en place une politique fiscale progressive, a encouragé les subventions à l'exportation et a réglementé les entrées de capitaux à court terme⁴⁹, autant de mesures qui s'éloignent de l'ordonnance prescrite par les IFI aux PED.

Il apparaît aussi que l'échec du consensus de Washington est imputable à une trop grande confiance accordée au fonctionnement des marchés — comme l'a bien montrée la crise financière asiatique de 1997 — qui s'est traduite par un rejet de toute forme d'intervention. La construction de notre indicateur nous avait déjà montré, grâce aux indications données par notre variable SU, que le rôle de l'Etat ne pouvait être sous-estimé, même lorsque l'objectif est de promouvoir des économies largement ouvertes aux flux commerciaux et financiers internationaux⁵⁰. Williamson [2004] constate lui-même que l'action sur les dépenses publiques a été négligée, confirmant par là même que le consensus de Washington est inapplicable dans la totalité de ses dix dimensions. De nombreux effets pervers peuvent d'ailleurs être mis en évidence.

Si la limitation des déficits à des niveaux qui peuvent être financés est souhaitable, l'austérité budgétaire qui a été imposée uniformément aux PED se traduit la plupart du temps par une réduction

⁴⁵ Milanovic [2003] note même que les « bons » élèves des pays d'Europe de l'est et d'Asie centrale — la Moldavie, la Géorgie, le Kirghizistan et l'Arménie — ont vu leur PIB divisé par deux depuis 1991 et leur dette exploser alors qu'elle était pratiquement nulle au début des années 1990. L'Arménie et la Moldavie ont même vu leur IDH diminuer au cours de la dernière décennie.

⁴⁶ L'ajustement à visage humain promu, entre autres, par Cornia, Jolly et Stewart [1987], sous-entend bien qu'il apparaissait auparavant comme étant « inhumain », c'est-à-dire ayant un coût social excessif. La Banque mondiale elle-même reconnaît pudiquement que l'ajustement présente des « effets indésirables » en lançant, dès 1987, le projet « Dimensions Sociales de l'Ajustement ».

⁴⁷ Voir Gore [2000].

⁴⁸ Voir Milanovic [2003], Rodrik [2003] et Toussaint [2004]. Ceci est à comparer à la « thérapie de choc » imposée à la Russie, qui a vu son IDH reculer entre 1990 et 2001. Voir PNUD [2003] et Stiglitz [1998a].

⁴⁹ En ce qui concerne le cas chilien, voir Boyer [2001], Birdsall et de la Torre [2001], Rodrik [2003], Sanchez [2003], Kuczynski et Williamson [2003], Minda [2001].

⁵⁰ Stiglitz [1998a] confirme nos conclusions. Il note que l'Etat a un rôle important à jouer, notamment en matière de protection sociale, et que l'on ne doit pas s'interroger sur le poids de l'Etat mais plutôt sur son mode de fonctionnement.

drastique des dépenses sociales (éducation, santé, logement, infrastructures) qui ne sont pas rentables à court terme⁵¹. A cela s'ajoutent des licenciements de fonctionnaires et le gel — voire la réduction — des salaires. Du côté des recettes, la politique fiscale favorise, selon le credo libéral, les couches les plus aisées de la population afin qu'elles puissent constituer l'épargne nécessaire au financement des investissements productifs. Mais cette stratégie du « ruissellement » (trickle down effect), selon laquelle toute dépense en faveur des riches finira bien par profiter aux pauvres, a montré ses limites puisque la pauvreté et les inégalités ne cessent de s'accroître depuis 1980 en de nombreux endroits de la planète⁵². Dans les faits, cette orientation libérale appauvrit un peu plus les classes sociales défavorisées et permet aux classes aisées, grâce à la libéralisation des mouvements de capitaux, de placer leur épargne à l'étranger, renforçant ainsi la dépendance financière des Etats du Sud. De plus, les privatisations imposées, si elles permettent de réduire le déficit budgétaire, participent à la recolonisation économique des PED. De manière globale, le consensus de Washington oblige les PED à mener des politiques pro-cycliques qui ne font qu'aggraver leur situation. Stiglitz souligne d'ailleurs que « *les pays du monde en développement ne cessent de demander pourquoi les Etats-Unis, lorsqu'ils sont confrontés à une crise économique, se prononcent pour des politiques budgétaire et monétaire expansionnistes, alors que quand ils se trouvent, eux, dans la même situation, on exige qu'ils fassent exactement le contraire* »⁵³.

La politique monétaire orthodoxe, basée sur des taux d'intérêt réels positifs, permet d'attirer des capitaux internationaux dont la volatilité augmente à mesure que la libéralisation des mouvements de capitaux s'intensifie. Ces niveaux de taux d'intérêt ne favorisent pas l'investissement intérieur, donc la production nationale. L'absence d'investissements publics permettant notamment d'améliorer les infrastructures aggrave la situation.

En matière commerciale, la logique libérale a également fait des ravages. Les subventions aux produits de base (pain, riz, lait, sucre, combustible,...) mises en œuvre par les gouvernements des PED afin de pallier l'inexistence d'un revenu minimum garanti ont été réduites, voire supprimées, ce qui fragilise encore un peu plus la situation des plus défavorisés.

La déréglementation et l'ouverture totale des marchés aggravent les problèmes des PED car elles favorisent surtout les firmes multinationales qui peuvent ainsi aisément accéder aux marchés du Sud qu'elles inondent de produits subventionnés — en violation des règles édictées par l'organisation mondiale du commerce (OMC) — et en entraînant ainsi la disparition des producteurs locaux. Pourtant, comme le remarque à nouveau Stiglitz, « *la plupart des pays industriels avancés — dont les Etats-Unis et le Japon — ont édifié leur économie en protégeant judicieusement certaines de ses branches, jusqu'au moment où elles ont été assez fortes pour soutenir la concurrence étrangère. (...) Contraindre un pays en développement à s'ouvrir à des produits importés qui vont rivaliser avec certaines de ses industries, dangereusement vulnérables à la concurrence de leurs homologues étrangers bien plus puissantes, peut avoir de désastreuses conséquences — sociales et économiques. Les paysans pauvres des pays en développement ne pouvant évidemment pas résister aux produits massivement subventionnés en provenance d'Europe et des Etats-Unis, des emplois ont été systématiquement détruits avant que les secteurs industriel et agricole nationaux aient pu engager une dynamique de croissance forte et en créer de nouveaux* »⁵⁴.

En résumé, il est globalement reproché au consensus de Washington d'avoir mis l'accent sur la compétition et l'efficacité plutôt que sur l'équité et la solidarité, Williamson [2004] lui-même précisant qu'aucun consensus n'émergeait à l'époque sur la nécessaire prise en compte de l'équité. Il apparaissait — et il continue d'apparaître pour certains — que la croissance doit être privilégiée car elle bénéficiera à tous. Les faits se sont chargés d'apporter un démenti à ce type d'assertion.

⁵¹ Voir Berr [2003], Sanchez [2003] et Toussaint [2004].

⁵² Milanovic [2003] montre que les inégalités entre pays ont progressé de 20% entre 1978 et 1998. Le PNUD [2003] nous rappelle que plus de 1,2 milliard d'individus vivent toujours avec moins de 1 \$ par jour.

⁵³ Voir Stiglitz [2002], p.308. Une des 10+1 mesures alternatives au consensus de Washington proposées par Birdsall et de la Torre [2001] consiste précisément à promouvoir des politiques contra-cycliques.

⁵⁴ Voir Stiglitz [2002], p.42. A titre d'exemple, les Etats-Unis dépensent chaque jour 10,7 millions de dollars afin de subventionner leur coton alors qu'ils n'aident dans le même temps l'Afrique sub-saharienne qu'à hauteur de 3,1 millions de dollars. L'Union européenne, de son côté, verse chaque année 913 \$ par vache subventionnée tandis que 8 \$ sont accordés à chaque habitant d'Afrique sub-saharienne au titre de l'aide. Voir PNUD [2003].

C'est à partir de 1998 qu'il est apparu évident pour beaucoup que le consensus de Washington soulevait beaucoup plus de problèmes qu'il n'en réglait. Pourtant, certains continuent de croire que l'absence de résultats probant vient du fait que l'on n'est pas allé assez loin dans la voie des réformes⁵⁵. Mais, comme le remarque Milanovic, « *maintenir que la mondialisation telle que nous la connaissons est le chemin à suivre et que, si les politiques du consensus de Washington n'ont pas porté leurs fruits jusqu'à présent, elles le feront sûrement dans le futur, c'est remplacer l'empirisme par l'idéologie* »⁵⁶. Il semble alors se dégager un post-consensus autour du rôle central que doivent jouer les institutions⁵⁷. Dans son rapport annuel de 1997, la Banque mondiale infléchissait sa position en affirmant que la *bonne gouvernance* était indispensable au bon fonctionnement du marché et reconnaissait à l'Etat cinq fonctions essentielles : établir un système de lois, maintenir un environnement de politiques non discriminantes y compris la stabilité macro-économique, investir dans les services de base et l'infrastructure, protéger l'environnement, favoriser l'équité⁵⁸. Stiglitz [1998a] et [1998b], Rodrik [2003], Birdsall et de la Torre [2001] tentent alors de tracer la voie du post-consensus.

Pour Stiglitz [1998a] et [1998b], l'échec du consensus de Washington s'explique par le faible nombre d'instruments utilisés et par une vision étroite du développement, centrée sur la seule croissance économique. Le post-consensus doit reconnaître que le développement implique aussi une croissance du niveau de vie, de la santé et de l'éducation, qu'il doit être soutenable, équitable, démocratique et doit préserver l'environnement. Pour ce faire, Stiglitz, qui reconnaît s'attaquer à la version néo-libérale du consensus de Washington⁵⁹ — celle des IFI —, prône l'adoption de mesures comme la régulation du système financier, l'investissement en capital humain, le développement du transfert de technologie vers les PED ou le renforcement du rôle de l'Etat. Ces mesures n'ont, de son propre avis, rien de révolutionnaire et sont d'ailleurs largement reprises à son compte par Williamson⁶⁰ lorsque celui-ci définit ce que doivent être les réformes de seconde génération qui, à la lumière des critiques qui ont été adressées aux IFI à la suite des crises de la fin des années 1990, entendent donner la priorité à la lutte contre la pauvreté et les inégalités⁶¹.

Rodrik [2003] propose d'élargir le consensus de Washington en lui ajoutant dix commandements supplémentaires qui mettent l'accent, entre autres choses, sur la bonne gouvernance, la flexibilisation du marché du travail, le respect des règles de l'OMC, une ouverture *prudente* du compte de capital, l'indépendance des banques centrales et la poursuite de la lutte contre l'inflation, la lutte contre la pauvreté, la protection sociale. A nouveau, l'idée est de compléter les réformes de la première génération — c'est-à-dire *le consensus de Washington* — plutôt que de remettre en cause ses fondements mêmes, ce qui suscite l'adhésion de Williamson [2004] qui propose de stabiliser l'inflation, de poursuivre la libéralisation par celle du marché du travail, les privatisations, et qui concède que l'accent doit être mis sur les institutions ainsi que sur la répartition des fruits de la croissance.

Birdsall et de la Torre [2001] vont un peu plus loin dans la critique du consensus de Washington et mettent l'accent sur la notion d'équité. Ils proposent, dans le cas de l'Amérique latine, de substituer au consensus de Washington un programme comprenant 10+1 mesures visant à améliorer le sort des plus pauvres. Ce programme, dont les auteurs reconnaissent qu'il ne fait l'objet d'aucun consensus à Washington, entend maintenir l'austérité budgétaire, lisser les cycles économiques — donc mener des politiques contra-cycliques — afin d'éviter des fluctuations trop importantes qui desservent les pauvres, mettre en place une sécurité sociale afin d'assurer un minimum de revenu aux pauvres en cas

⁵⁵ Voir Ortiz [2003].

⁵⁶ Voir Milanovic [2003], p.679.

⁵⁷ Manuel [2003] note que dans le cas de l'Afrique sub-saharienne, le problème « *est que la plupart des Etats ont des moyens faibles et limités, et non qu'ils s'efforcent de tout faire et représentent quelque 50% du revenu national (...). La plupart des Etats africains doivent développer, et non réduire, leur secteur public et améliorer radicalement la qualité des services publics, ce qui exige une capacité institutionnelle, surtout dans les domaines de la réglementation, de la prestation de services et des dépenses sociales* ».

⁵⁸ Voir Banque mondiale [1997] et Hugon [1999].

⁵⁹ Voir la définition donnée par Williamson [2003].

⁶⁰ Voir Kuczynski et Williamson [2003].

⁶¹ La nomination, en 2003, de François Bourguignon comme économiste en chef de la Banque mondiale traduit ce changement de discours.

Tableau 3 : Une conception du développement fondé sur l'innovation institutionnelle

La crise du consensus de Washington		Etat et marché : une complémentarité au sein d'arrangements institutionnels variés	
1.	Instabilité ou crises politiques	1.	Re-légitimation de l'Etat : promoteur de la croissance et de la justice
2.	Chômage / croissance des inégalités, conséquence des ajustements de marché	2.	Au marché la coordination des décisions au jour le jour, à l'Etat les décisions stratégiques
3.	Fragilité des institutions financières et sociales et faiblesse de certains acteurs	3.	Favoriser la densité des arrangements institutionnels et la capacité d'organisation des acteurs
4.	Sous-investissement dans les infrastructures collectives	4.	Le secteur public assure la cohésion sociale et les infrastructures collectives
5.	Forte dépendance par rapport à l'environnement international	5.	Maintien d'un équilibre entre besoins domestiques et compétitivité extérieure
6.	Déstabilisation des régimes de croissance par les mouvements de capitaux	6.	Ouverture internationale différenciée en fonction des objectifs nationaux et des domaines

*Fin des années 90**Le début du XXI^{ème} siècle*

Source : Boyer [2001]

de récession, rediriger les subventions afin de permettre à toutes les catégories sociales d'accéder à l'école, mettre en place un système d'imposition progressif, lutter contre la discrimination ou encore développer les services publics en faveur des plus défavorisés. La proposition la plus novatrice — le +1 — consiste à interpeller les pays industrialisés, donc à leur reconnaître explicitement une part de responsabilité dans les problèmes que rencontrent les PED, en leur demandant de réduire leurs barrières protectionnistes. Si l'on constate une évolution, certaines orientations libérales demeurent. En particulier, Birdsall et de la Torre veulent favoriser l'essor des petites entreprises en promouvant la contractualisation, souhaitent protéger les droits des travailleurs mais prônent la libéralisation du marché du travail et désirent mettre en place une réforme agraire compétitive.

Les conséquences négatives de l'application du consensus de Washington sont résumées par Boyer [2001] dans le tableau 3.

Nous voyons que la crise du consensus de Washington s'exprime par une instabilité accrue des économies des PED et une plus forte dépendance à l'égard des pays du Nord, par l'augmentation des inégalités, par la fragilité des institutions qui est le résultat de l'accent mis sur les ajustements de marché. Dès lors, les recommandations de Stiglitz [1998a] et [1998b], Rodrik [2003], Birdsall et de la Torre [2001], ou même de Kuczynski et Williamson [2003], si elles sont encore largement inspirées par une vision libérale du développement, marquent un tournant dans la façon de concevoir celui-ci. Si le discours des IFI évolue également, la mise en pratique de nouvelles orientations se fait toujours attendre et les populations du Sud continuent de subir les effets douloureux des programmes d'ajustement structurel. Pourtant, nous pensons, à l'instar de Boyer [2001], que la question n'est plus de choisir entre un développement étatique et un développement de marché, mais bien de trouver la meilleure articulation possible entre institutions et marché. Pour ce faire, il est illusoire d'appliquer le même remède à des pays qui souffrent de maux différents. Comme le souligne Hugon, « *l'Etat (donc le politique) et le marché (donc l'économique) ont des formes historiques déterminées qui diffèrent selon les sociétés. L'analyse économique ne peut être la même selon que le capitalisme, la monnaie et le marché ont envahi l'ensemble de la société ou bien que les sociétés non capitalistes demeurent fortes. Les formes de démocratie ne peuvent être dissociées des historicités propres aux sociétés et des formes de combats politiques liés à sa construction* »⁶². Dès lors, quel que soit le nouveau consensus élaboré par les pays occidentaux, celui-ci semble voué à l'échec car, pour réussir, toute stratégie de développement doit être soutenue par le pays concerné, donc non imposée de l'extérieur. Il convient alors, selon les termes de Boyer [2001], « *[d']innover en élaborant des théories plus respectueuses de la diversité des situations locales comme des enseignements de l'histoire longue* »⁶³. Ce développement doit être initié par les PED, qui doivent ainsi être en mesure de peser sur leur avenir.

⁶² Voir Hugon [1999], p.25.

⁶³ Boyer [2001], p.50. Voir également Stiglitz [1998a] et [1998b], Sanchez [2003], Bresser Pereira [2003].

4. Conclusion

Un consensus de plus en plus large se forme pour rejeter les stratégies de développement libérales conduites par les IFI depuis le début des années 1980. La construction de notre indicateur ICW a permis de montrer que le consensus de Washington était inapplicable dans la totalité de ses dix dimensions. En effet, une économie ne peut s'ouvrir aux échanges internationaux que si elle dispose de règles et d'institutions fiables. Boyer [2001] rappelle à ce propos que « *le marché est une construction sociale dont l'émergence et la viabilité supposent un riche ensemble de règles juridiques, de codes et d'autorités chargées de son bon fonctionnement* »⁶⁴. Nous avons également montré que les pays appliquant fidèlement les recommandations du consensus de Washington, qu'ils aient un Etat fort ou non, n'avaient pas de meilleurs résultats que les autres, que ce soit en terme de croissance — qui était l'objectif affiché des IFI —, de développement (IDH), ou de réduction de la dette. Pire, il apparaît que l'application du consensus de Washington est allée de pair avec une hausse des inégalités et qu'elle n'a pas permis aux PED de mieux s'intégrer dans le grand marché mondial en construction. Les IFI ont été conduites à infléchir leur discours, mais cette nouvelle rhétorique ne se traduit malheureusement pas encore en actes.

Au moment où la Chine s'interroge sur la viabilité du modèle de développement occidental, la solution ne passe pas par une réforme du consensus de Washington, mais bien par l'avènement d'un autre développement, porté par les PED et répondant aux besoins des populations de ces pays. Pour cela, il est impératif de dépasser la vision occidentalocentriste de ce concept.

Références bibliographiques

- Banque mondiale 1997, *L'Etat dans un monde en mutation*, Rapport sur le développement dans le monde.
- Banque mondiale 2003, *World development indicators 2003 CD-ROM*.
- Ben Hammouda, H. 1999, *L'économie politique du post-ajustement*, Paris, Karthala.
- Berr, E. 2003, « La dette des pays en développement : bilan et perspectives », CED, document de travail DT/82/03, Université Montesquieu-Bordeaux IV, <http://ced.u-bordeaux4.fr>.
- Birdsall, N., de la Torre, A. 2001, *Washington Contentious : Economic Policies for Social Equity in Latin America*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace and Inter-American Dialogue.
- Bourguignon, F., Morrisson C. 2003, « Inequality Among World Citizens : 1820-1992 », *The American Economic Review*, vol. 92, n°4, http://econ.worldbank.org/files/30401_Bour.AER.sep.2003.pdf.
- Boyer, R. 2001, « L'après-consensus de Washington : institutionnaliste et systémique ? », *L'Année de la régulation*, n°5.
- Bresser-Pereira, L.C. 2003, « The Second Washington Consensus and Brazil's Quasi-Stagnation », in Drache, D. (ed.), *The Washington Consensus*, <http://www.bresserpereira.org.br>.
- Bresser-Pereira, L.C., Nakano, Y. 2002, « Economic Growth with Foreign Saving ? », texte présenté au Seventh International Post Keynesian Workshop, Kansas city, 28 juin-3 juillet, <http://www.bresserpereira.org.br>.
- Combarnous, F. 2003, « Le développement de l'homme comme préalable au développement économique », CED, document de travail DT/84/03, Université Montesquieu-Bordeaux IV, <http://ced.u-bordeaux4.fr>.
- Cornia, G.A., Jolly, R., Stewart, F. 1987, *Adjustment with a Human Face*, Oxford, Oxford University Press.
- Dabène, O. 1997, *L'Amérique latine au XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, coll. Coursus.

⁶⁴ Voir Boyer [2001], p.49.

- Easterly, W. 2001, « The Lost Decades : Explaining Developing Countries' Stagnation in Spite of Policy Reform 1980-1998 », *Journal of Economic Growth*, vol.6, n°2.
- Escofier, B., Pagès, J. 1998, *Analyses factorielles simples et multiples*, 3^{ème} édition, Paris, Dunod.
- Filmer, D., Pritchett, L. 1998, « Estimating wealth effects without expenditure data — or tears : an application to educational enrollments in states of India », Banque mondiale, mimeo.
- Galieni, S., Sanguinetti, P. 2003, « The impact of trade liberalization on wage inequality : evidence from Argentina », *Journal of Development Economics*, n°72.
- Gore, C. 2000, « The Rise and Fall of the Washington Consensus as a Paradigm for Developing Countries », *World Development*, vol. 28, n°5.
- Gwartney, J., Lawson, R., Emerick, N. 2003, *Economic Freedom of the World: 2003 Annual Report*, Vancouver, The Fraser Institute, <http://www.freetheworld.com>.
- Hugon, P. 1995, « Présentation », in Castel, O. (ed.), *L'ajustement structurel et après ?*, Paris, Editions Maisonneuve & Larose.
- Hugon, P. 1999, « Le « consensus de Washington » en questions », *Revue Tiers Monde*, n°157, janvier-mars.
- Kuczynski, P., Williamson, J. (eds). 2003, *After the Washington Consensus: Restarting Growth and Reform in Latin America*, Washington, Institute for International Economics.
- Lebart, L., Morineau, A., Piron, M. 1998, *Statistique exploratoire multidimensionnelle*, Paris, Dunod.
- Manuel, T. 2003, « L'Afrique et le consensus de Washington : trouver la voie », *Finances & Développement*, vol. 40, n°3.
- Milanovic, B. 2003, « The Two Faces of Globalization : Against Globalization as We Know it », *World Development*, vol. 31, n°4.
- Millet, D., Toussaint, E. 2002, *50 questions / 50 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale*, Paris, Syllepse.
- Minda, A. 2001, « Le contrôle sélectif des entrées de capitaux : les leçons de l'expérience chilienne », *Revue d'Economie du Développement*, n°4.
- Ortiz, G. 2003, « L'Amérique latine et le consensus de Washington : un nouveau souffle pour les réformes », *Finances & Développement*, vol. 40, n°3.
- PNUD 2003, *Rapport mondial sur le développement humain*, Paris, Economica.
- Ravallion, M. 2003, « The Debate on Globalization, poverty and Inequality : Why Measurement Matters », World Bank Policy Research Working Paper, n°3038, http://econ.worldbank.org/files/26010_wps3038.pdf.
- Rodrik, D. 1998a, « Why Do More Open Economies Have Bigger Governments? », *Journal of Political Economy*, vol.106, n°5.
- Rodrik, D. 1998b, « Who Needs Capital-Account Convertibility ? », in Fischer, S. (ed.), *Should the IMF Pursue Capital-Account Convertibility?*, Essays in International Finance n°207, Princeton University, mai.
- Rodrik, D. 2003, « Growth Strategies », Harvard University, mimeo, <http://www.ksg.harvard.edu/rodrik/>.
- Sahn, D., Stifel, D. 2000, « Poverty Comparisons Over Time and Across Countries in Africa », *World Development*, vol. 28, n°12.
- Sala-i-Martin, X. 2002, « The World Distribution of Income », NBER Working Paper Series, n°8933, <http://papers.nber.org/papers/w8933.pdf>.

Sanchez, O. 2003, « Globalization as a Development Strategy in Latin America ? », *World Development*, vol. 31, n°12.

Sgard, J. 2002, *L'économie de la panique. Faire face aux crises financières*, Paris, la découverte.

Stiglitz, J. 1998a, « More Instruments and Broader Goals : Moving toward the Post-Washington Consensus », WIDER Lecture, Helsinki, <http://www.wider.unu.edu/publications/annual-lectures/annual-lecture-1998.pdf>.

Stiglitz, J. 1998b, « Towards a New Paradigm for Development : Strategies, Policies, and Processes », Prebisch Lecture, Genève, 19 octobre, <http://siteresources.worldbank.org/NEWS/Resources/prebisch98.pdf>.

Stiglitz, J. 2002, *La grande désillusion*, Paris, Fayard.

Taylor, L. 1983, *Structuralist Macroeconomics : Applicable Models for the Third World*, New York, Basic books.

Taylor, L. 1988, *Varieties of Stabilization Experience. Towards Sensible Macroeconomics in the Third World*, WIDER Studies in Development Economics, Oxford, Clarendon press.

Toussaint, E. 2004, *La finance contre les peuples. La bourse ou la vie*, Paris, Syllepses.

Wade, R.H. 2004, « Is Globalization Reducing Poverty and Inequality ? », *World Development*, vol. 32, n°4.

Weisbrot, M., Baker, D. 2003, « The relative impact of trade liberalization on developing countries », *Investigacion economica*, vol.LXII, n°244.

Williamson, J. 1990, « What Washington means by policy reform », in Williamson J. (ed.), *Latin America adjustment : how much has happened ?*, Washington, Institute for International Economics, <http://www.iie.com/publications/papers/williamson1102-2.htm>.

Williamson, J. 2000, « What Should the World Bank Think about the Washington Consensus ? », *The World Bank Research Observer*, vol. 15, n°2, <http://www.iie.com/publications/papers/williamson0799.htm>.

Williamson, J. 2002, « Did the Washington Consensus Fail? », discours prononcé au Center for Strategic & International Studies, 06 novembre, <http://www.iie.com/publications/papers/williamson1102.htm>.

Williamson, J. 2003, « Un train de réformes devenu un label galvaudé », *Finances & Développement*, vol. 40, n°3.

Williamson, J. 2004, « The Washington Consensus as Policy Prescription for Development », Practioners of Development Lecture, Washington, 13 janvier, <http://www.iie.com/publications/papers/williamson0204.pdf>.

Zacharie, A., Malvoisin, O. 2003, *FMI. La main visible*, Bruxelles, Editions Labor.

Annexes

Annexe 1 : Définition des variables constitutives de l'ICW

Austérité budgétaire : variable AB = Solde budgétaire en pourcentage du PIB. *Source : World development indicators 2003, Banque mondiale.*

Action sur les dépenses publiques par une réduction des subventions : variable SU = Variable quantitative composite combinant la part de la consommation finale de l'Etat dans la consommation finale totale et la part des subventions et transferts dans le PIB. Elle est comprise entre 0 et 10 et donne les valeurs les plus élevées aux pays dans lesquels le poids de l'Etat et le niveau des subventions sont les plus faibles. *Source : moyenne des variables 1A et 1B, « Economic freedom of the world 2003 annual report », Gwartney, Lawson et Emerick [2003].*

Action sur les taux d'intérêt par l'intermédiaire d'une politique monétaire orthodoxe : variable PM = Variable composite de l'orthodoxie monétaire, prenant en compte le mode de détermination des taux d'intérêt, l'orientation de la politique monétaire et le niveau des taux d'intérêt réels. *Source : variable 5Aiv, « Economic freedom of the world 2003 annual report », Gwartney, Lawson et Emerick [2003].* Il s'agit d'une variable discrète à six modalités, de 0 : taux d'intérêt fixés par l'Etat, taux d'intérêt réels durablement négatifs et politique monétaire très laxiste source d'hyperinflation à 10 : taux d'intérêt déterminés par le marché, taux d'intérêt réels positifs et politique monétaire orthodoxe.

Taux de change compétitifs : variable TC = Variable quantitative composite synthétisant le taux de croissance annuel des exportations et le solde de la balance des transactions courantes en pourcentage du PIB (*Source : World development indicators 2003, Banque mondiale*). Elle est calculée de la façon suivante : (i) on calcule la moyenne sur 5 ans de chacune des deux variables, afin de limiter l'impact des effets conjoncturels (par exemple, la valeur du taux de croissance des exportations retenu pour 1980 est le taux de croissance annuel moyen entre 1978 et 1982 ; pour 2000, il s'agit du taux de croissance annuel moyen entre 1998 et 2001) ; (ii) ces deux variables sont centrées-réduites de sorte qu'elles aient une moyenne et une variance identique (respectivement égales à 0 et 1) et qu'elles puissent donc être combinées dans la variable finale ; (iii) ces variables sont ensuite ramenées dans l'intervalle [0 ; 10] par interpolation linéaire sur l'ensemble des années et sur la base de l'intervalle de distribution $[P_5 ; P_{95}]$, c'est à dire en excluant de chaque côté les 5% de cas extrêmes, auxquels on affecte respectivement la valeur 0 ou 10 ; (iv) la variable finale est comprise entre 0 et 10 et représente la moyenne arithmétique des deux variables précédentes. Elle est d'autant plus proche de la valeur 10 que le pays concerné dispose d'un taux de croissance moyen des exportations élevé et d'un solde de la balance des transactions courantes représentant un pourcentage important du PIB.

Libéralisation : variable LI = Variable quantitative composite de libéralisation des échanges commerciaux (niveau des barrières tarifaires et non tarifaires), et des mouvements de capitaux (niveau du contrôle de l'accès aux marchés internationaux de capitaux). Comprise entre 0 et 10, cette variable attribue des valeurs proches de 10 aux pays dans lesquelles le niveau des barrières tarifaires et non tarifaires est le plus faible et où l'accès aux marchés internationaux de capitaux ne relève d'aucun contrôle. *Source : moyenne des variables 4A, 4B et 4Ei, « Economic freedom of the world 2003 annual report », Gwartney, Lawson et Emerick [2003].*

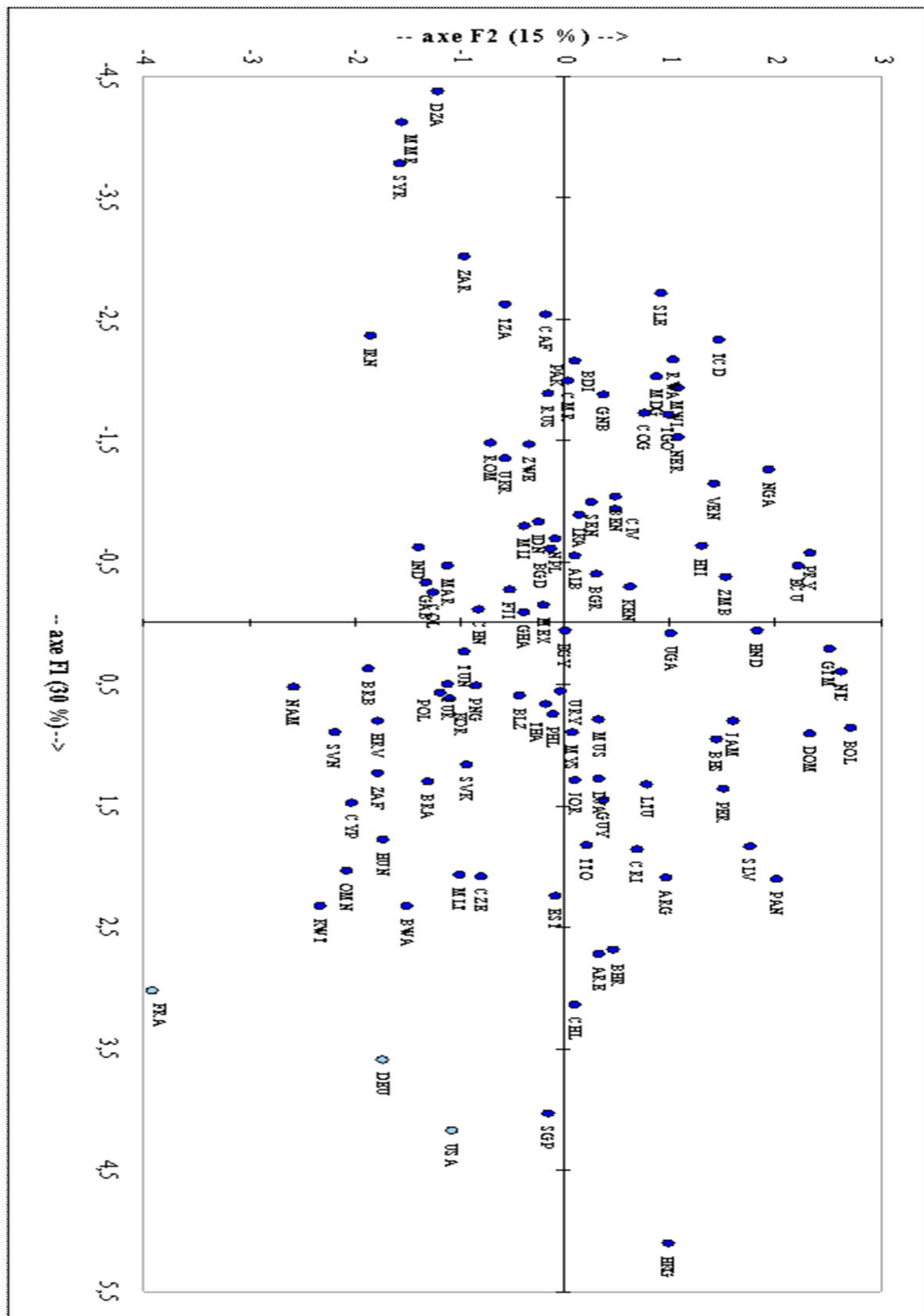
Compétitivité : variable CO = Variable quantitative composite synthétisant les flux nets d'IDE en pourcentage du PIB (*Source : World development indicators 2003, Banque mondiale*) et un indicateur du niveau de réglementation du marché des capitaux (*Source : variable 4Eii, « Economic freedom of the world 2003 annual report », Gwartney, Lawson et Emerick [2003]*). Cette variable est calculée de la façon suivante : (i) on calcule la moyenne sur 5 ans des flux d'IDE, afin de limiter l'impact des effets conjoncturels sur cette dernière (par exemple, la valeur des flux d'IDE pour 80 est le flux d'IDE moyen entre 78 et 82 ; etc.) ; (ii) la variable obtenue et la variable de réglementation des marchés sont centrées-réduites de sorte qu'elles aient une moyenne et une variance identique (respectivement égales à 0 et 1) et donc qu'elles puissent être combinées dans la variable finale ; (iii) elles sont ensuite ramenées dans l'intervalle [0 ; 10] par interpolation linéaire sur l'ensemble des années et sur la base de l'intervalle de distribution $[P_5 ; P_{95}]$, c'est à dire en excluant de chaque côté les 5% de cas extrêmes, auxquels on affecte respectivement la valeur 0 ou 10 ; (iv) la variable finale est comprise entre 0 et 10 et est la moyenne arithmétique des deux variables précédentes. Elle est d'autant plus proche de la valeur 10 que le pays concerné reçoit un flux important d'IDE en pourcentage de son PIB et qu'il dispose d'un marché des capitaux « déréglementé ».

Privatisation : variable PR = Indicateur du poids de l'Etat dans l'économie. Variable quantitative synthétisant des données sur le nombre d'entreprises publiques, sur leur part dans la production totale et sur la part de l'investissement public dans l'investissement total. *Source : variable 1C, « Economic freedom of the world 2003 annual report », Gwartney, Lawson et Emerick [2003].* Variable quantitative discrète, de 0 : économie dominée par les entreprises publiques et investissement public supérieur à 50 % de l'investissement total à 10 : peu d'entreprises publiques et investissement public inférieur à 15 % de l'investissement total.

Déréglementation : variable DE = Variable quantitative composite synthétisant le niveau de réglementation du marché du crédit, du marché du travail et des affaires. *Source : variable 5, sauf 5Bv, « Economic freedom of the world 2003 annual report », Gwartney, Lawson et Emerick [2003].* Cette variable comprise entre 0 et 10 attribue des valeurs proches de 10 aux pays dans lesquelles les marchés du crédit, du travail et des affaires sont les moins réglementés.

Réforme fiscale : variable RF = Variable composite synthétisant la part des impôts directs sur les revenus, les profits et les capitaux dans le total des impôts (*Source : World development indicators 2003, Banque mondiale*) et une variable mesurant le niveau des taux marginaux d'imposition (*Source : variable 1Dii, « Economic freedom of the world 2003 annual report », Gwartney, Lawson et Emerick [2003]*). Elle est calculée de la façon suivante : (i) la variable d'impôts directs est centrée et réduite puis ramenée dans l'intervalle [0 ; 10] par interpolation linéaire, sur l'ensemble des années et sur la base de l'intervalle de distribution [P_5 ; P_{95}], c'est à dire en excluant de chaque côté les 5% de cas extrêmes, à qui on affecte respectivement la valeur 0 (taux d'impôts directs le plus élevé) ou 10 (taux d'impôts directs le plus faible) ; sa moyenne et son écart-type sont alors comparables à ceux de la variable 1Dii, déjà comprise dans l'intervalle [0 ; 10] ; ainsi, les deux variables peuvent alors être combinées dans la variable finale ; (ii) la variable finale est une variable quantitative continue comprise entre 0 et 10 et est la moyenne des deux variables précédemment décrites. Elle affecte des valeurs proches de 10 aux pays dans lesquels la part des impôts directs dans l'imposition totale est la plus faible et dans lesquels les taux marginaux d'imposition sont les plus faibles.

Droits de propriété : variable DP = Variable quantitative composite synthétisant l'état des droits de propriété dans le pays : existence d'un cadre légal permettant la défense des intérêts privés, protection de la propriété intellectuelle. *Source : moyenne des variables 2B et 2C, « Economic freedom of the world 2003 annual report », Gwartney, Lawson et Emerick [2003].* Une valeur proche de 10 pour cette variable distingue un pays dans lequel le système légal garantit et défend totalement les droits de propriété.

Figure A.1 : Projection des 98 pays sur le premier plan factoriel (F_1 , F_2)

Note : les points représentant la France, l'Allemagne et les Etats-Unis sont représentés en tant qu'individus supplémentaires à titre de comparaison ; ces pays n'influencent bien sûr pas la construction des axes factoriels